

De nombreux orateurs ont parlé aujourd'hui de la perte de temps imputable aux grèves. Elle est inférieure à celle que l'on peut attribuer aux licenciements ou aux absences pour cause de maladie. Mais si nous voulons parvenir à un consensus, il faut que nous nous posions des questions sérieuses sur le genre de société dans lequel nous vivons. L'aliénation dans le monde du travail est le fruit d'une société qui nous enseigne que si nous nous concurrençons les uns les autres de toutes nos forces, nous réussissons dans la vie. C'est une philosophie qui débouche aussi sur la criminalité dans les villes, la drogue et le gaspillage de nos ressources. Ce système voit dans la concurrence un instinct fondamental de l'homme intrinsèquement souhaitable. Je ne pense pas que nous ayons besoin de cette sorte de système en cette seconde moitié du XX^e siècle. Il entraînera vraisemblablement le gaspillage et le gâchis dans notre monde occidental, ce qui, à mon sens, serait effroyable.

Les intérêts du patronat et du salariat peuvent être actuellement différents ou sembler différents, mais, à l'avenir, il est possible qu'ils se rejoignent. Autrement dit, au fur et à mesure que le gâteau deviendra plus important, les autres intérêts public s'émousseront. Il faut penser à l'environnement, au style et à la qualité de la vie. Nous finirons par comprendre que nous devons gérer l'économie et atteindre un stade d'évolution régulière pour maîtriser la concurrence, éliminer les énormes tensions sociales actuelles et combattre cette maladie urbaine qui se répand dans nos villes. Seule une philosophie d'inspiration socialiste et égalitaire peut permettre une bonne administration de notre système.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. J. Larry Condon (Middlesex-London-Lambton): C'est certainement un plaisir que d'entendre les vues du Nouveau parti démocratique sur les travailleurs. Nous savons tous qu'il défend fermement les travailleurs, sauf à l'époque des élections où l'on trouve très peu de travailleurs pour prendre la parole sur leurs tribunes. On y trouve habituellement des médecins, des avocats ou des travailleurs sociaux; j'ai remarqué que depuis les dernières élections il n'y a dans le caucus de ce parti que deux membres sur quinze qui soient des travailleurs.

● (2140)

Devant les vues exprimées aujourd'hui, je me demande s'il s'agit bien de l'opinion des Canadiens. Nous savons tous qu'un tiers seulement des membres de la population active canadienne sont syndiqués. J'aimerais à ce sujet lire quelques paragraphes d'une lettre que j'ai reçue de l'un de mes mandants; elle montre ce que pensent les non-syndiqués, lorsqu'ils prennent de l'âge:

Pendant que vous êtes à Ottawa, essayez de faire quelque chose pour les salariés qui n'ont ni syndicat ni personne d'autre pour les aider à obtenir un salaire raisonnable.

Nos salaires se situent juste au-dessus de l'échelon du salaire minimum, mais ils sont loin de ce qu'il faudrait pour avoir un niveau de vie convenable. J'ai 63 ans, et, à cause de mon âge, il m'est absolument impossible d'obtenir un salaire qui approche des normes actuelles; on nous rétorque que, si nous ne sommes pas contents, nous n'avons qu'à partir.

Je me demande simplement si la population canadienne se rend compte des problèmes qui se posent non seulement aux syndicats ouvriers, mais aussi aux cols blancs, qu'on semble oublier dans ces jours de malaise. Pourquoi y a-t-il aujourd'hui un malaise ouvrier? Peut-être faudrait-il

Difficultés dans le domaine du travail

remonter un peu en arrière. Un de mes commettants, salarié insuffisamment payé, s'entend dire à l'âge de 63 ans, après avoir passé 35 ans dans l'entreprise, qu'il n'a qu'à partir s'il n'est pas satisfait.

Les patrons ont des devoirs envers ces personnes qui travaillent pour eux. Et je parle aussi bien des non-syndiqués que des syndiqués. Est-ce l'argent que les syndicats cherchent vraiment? D'après les sondages, ce que le travailleur demande en premier lieu, ce n'est pas l'argent, mais un climat de travail agréable, un poste où il sera salué le matin par son patron et où il pourra faire partie d'une équipe.

Il me semble que les entreprises s'adressent à leur personnel uniquement quand vient le moment de négocier. Les députés se souviennent-ils de l'époque où les syndicats n'étaient pas si puissants où les patrons venaient discuter avec leurs ouvriers? Je n'ai pas oublié ce temps où ils ne craignaient pas de dire «Bon travail, Charles». Ou «Comment va ta famille?» Ou «Comment vont tes enfants?» «Comment va ta femme?». Les conflits actuels s'expliquent peut-être par la disparition de ces relations personnelles. L'argent n'a rien à voir, contrairement à ce qu'on prétend.

M. Towers: C'est à cause du gouvernement libéral.

M. Condon: Madame l'Orateur, cette interpellation me fait plaisir. Peut-être certains de mes propos ont-ils porté. Il y a trop longtemps que les dirigeants ont oublié leurs devoirs. On met tout sur le dos des syndicats. A en croire les manchettes qu'on voit tous les jours dans les journaux, ce sont les syndicats qui dirigent le pays. Tous les députés reçoivent des lettres de personnes insuffisamment renseignées, qui n'imaginent pas que les entreprises et le gouvernement ont aussi leur mot à dire.

Chaque fois que des difficultés se présentent au Canada, plus sévèrement en Amérique du Nord et même en Europe, le gouvernement intervient. Pourquoi ne pas laisser les différends ouvriers se régler à la table de négociation, comme il se devrait? Ce qu'il faut, c'est une négociation faite de bonne foi, qui respecte les exigences du patronat et de la main-d'œuvre.

On a beaucoup parlé aujourd'hui de la grève des postiers et des difficultés du ministre des Postes (M. Mackasey). J'entendais ce soir à la télévision un facteur qui travaille aux Postes depuis 1968 et qui n'a perdu en tout qu'une seule journée. Il expliquait que les facteurs jouaient un rôle primordial aux Postes parce qu'ils comprenaient leurs obligations. S'il a parlé de la sorte, c'est peut-être qu'un cadre intermédiaire a passé la journée avec lui, et lui a dit qu'il faisait du bon travail. Peut-être une femme du quartier s'est-elle félicitée d'avoir toujours son courrier à temps, même lorsqu'il pleut, parce qu'elle compte sur l'arrivée de son chèque de retraite et des lettres de ses enfants à l'étranger. Ce sont les employés de ce genre que nous croisons chaque jour dans la rue, qui font marcher la poste.

Seulement un faible pourcentage des postiers cause des problèmes au ministère des Postes. En effet, 95 p. 100 des postiers travaillent fort tous les jours, mais les autres 5 p. 100 essaient de semer la pagaille et donnent une mauvaise réputation à tous les employés, surtout aux bons travailleurs.

Certains syndicats ne sont pas vraiment des syndicats. Il y a quelques années, mon frère, qui est enseignant, disait que les syndicats dirigeaient le pays. Maintenant, 15 ans plus tard, il fait partie d'un syndicat. Cependant, on ne l'appelle pas un syndicat, mais une association. Aujourd'hui